

Société émettrice :

SNCF RESEAU SA

REFERENTIEL GESTION FINANCES

ORGANISATION ET METHODE

Exigences spécifiques au processus de qualification dans le domaine de prestations en ligne fermée pour travaux

Ce document complète le référentiel GF01106 « Qualification et suivi des entreprises dans le domaine des projets d'infrastructure ferroviaires » et en précise l'application pour le domaine des prestations en ligne fermée pour travaux.

IG00369
(AG 4 B 1)

Édition du 18 Février 2022

Version n° 01 du 18 Février 2022

Applicable dès réception

Référence article : IG00369 - 180222 - 01I

Émetteur : DGII - Direction Qualité Sécurité

Périmètre d'application :

IG00369

COPIE non tenue à jour du 11/04/2022

Sommaire

1. PREAMBULE.....	1
2. OBJET.....	2
3. DECLINAISON.....	2
4. TEXTES CITES	2
5. DESCRIPTION ET EXIGENCES SPECIFIQUES DES QUALIFICATIONS	3
5.1. Segment 06100 - Prestations de conception et mise en œuvre de la ligne fermée	3
5.1.1. Description.....	3
5.1.2. Personnel chargé de la prestation	3
5.2. Segment 07100 - Contrôle extérieur en matière de sécurité des chantiers en ligne fermée pour travaux	3
5.2.1. Description.....	3
5.2.1. Personnel chargé de la prestation	4
5.3. Segment 08100 - Prestations fixes en ligne fermée pour travaux.....	4
5.3.1. Description.....	4
5.3.2. Personnel chargé de la prestation	4
5.4. Segment 09100 - Prestations mobiles en ligne fermée pour travaux.....	5
5.4.1. Description.....	5
5.4.1. Personnel chargé de la prestation	5
6. EXIGENCES COMMUNES AUX SEGMENTS 06100, 08100 ET 09100	5
6.1. Pièces constitutives du dossier	5
6.1.1. Définition de la politique de sécurité et des objectifs de sécurité.....	5
6.1.2. Processus de maîtrise des risques.....	6
6.1.3. Organisation de l'entreprise.....	6
6.1.4. Gestion documentaire	6
6.1.5. Formation et compétences	6
6.1.6. Habilitations et autorisations	6
6.1.7. Veille sécurité	7
6.1.8. Retour d'Expérience (REX) et amélioration continue.....	7
6.1.9. Reporting	7
6.1.10. Audits.....	8
6.1.11. Plan d'Action Sécurité (PAS)	8
6.1.12. Gestion des outillages et agrès	8
6.1.13. Sous traitance	8
6.1.14. Qualité / Environnement	8
6.2. Complétude du dossier de qualification	9
6.2.1. Complétude administrative.....	9
6.2.2. Complétude technique	9
6.3. Complétude technique : Instruction du dossier	9
6.3.1. Définition du délai d'instruction.....	9
6.3.2. Ordre de traitement des dossiers.....	9
6.3.3. Périmètre d'instruction	10
6.3.4. Demande de Compléments	10
6.3.5. Visite siège	10
6.3.6. Points d'arrêt – Points d'attention	11

6.4.	Habilitation / Autorisations.....	11
6.5.	Avis technique	11
6.6.	Suivi des entreprises durant la période de qualification	11
6.7.	Levée de la mention « A l’essai ».....	11
6.8.	Relèvement du seuil financier	11
7.	EXIGENCES PARTICULIERES AU SEGMENT 07100	12
7.1.	Management de la sécurité	12
7.2.	Compétences.....	12
7.3.	Prélèvements.....	12
8.	SUIVI ANNUEL DES ENTREPRISES QUALIFIEES.....	12
8.1.	Organigramme	12
8.2.	Activité de l’entreprise qualifiée.....	12
9.	RENOUVELLEMENT DE LA QUALIFICATION – LIGNE FERMEE POUR TRAVAUX	13
10.	SEUILS FINANCIERS	13
11.	COORDONNEES DU SERVICE TECHNIQUE.....	13
ANNEXE 1	NOMENCLATURE DES QUALIFICATIONS ET DES CATEGORIES E@SI, QUALIFICATIONS INDUITES	15
ANNEXE 2	PRINCIPES D’INSTRUCTION	16
ANNEXE 3	RAPPORT ANNUEL D’ACTIVITE	17
FICHE D’IDENTIFICATION	19

1. Préambule

Origine de la création du texte

Les référentiels GF01110 « Qualification et suivi des entreprises et des bureaux d'études d'ingénierie dans le domaine des travaux d'infrastructure » et GF01150 « Qualification et suivi des entreprises assurant des prestations liées à la sécurité des travaux ferroviaires » sont remplacés par un nouveau corpus réglementaire composé par :

- Le nouveau référentiel GF01106 « Qualification et suivi des entreprises dans le domaine des projets d'infrastructure ferroviaires » qui décrit les principes et les règles de fonctionnement du système de qualification ;
- Les exigences spécifiques à chaque domaine lié au processus de qualification, à raison d'un document par ensemble homogène de spécialités techniques.

Ces textes intègrent les évolutions récentes de la SNCF, les fondamentaux métiers, les bonnes pratiques et les apports du portail achats e@si pour l'instruction des dossiers de qualification.

Cette évolution vise à faciliter l'adaptation du système de qualification aux évolutions de la politique industrielle de SNCF Réseau en facilitant les modifications ultérieures des documents composant ce nouveau corpus documentaire.

Ces documents sont mis à disposition des entreprises sur le site Internet SNCF.

Objectifs du texte

Ce document complète le référentiel GF01106 « Qualification et suivi des entreprises dans le domaine des projets d'infrastructure ferroviaires » et en précise l'application pour le domaine des prestations en ligne fermée pour travaux.

Utilisateurs du texte

Ce document est destiné aux entreprises se portant candidates aux qualifications dans le domaine des travaux d'infrastructure ferroviaires, aux personnels SNCF participant à l'instruction des candidatures et aux personnels SNCF utilisateurs du système de qualification.

Résumé des principales évolutions

Ce document est la première version de la spécification technique de qualification. Il reprend notamment les spécificités du domaine qui étaient auparavant intégrées aux référentiels GF01110 et GF01150.

Accompagnement du texte

La mise en application de ce document ne nécessite aucun dispositif d'accompagnement particulier.

2.Objet

Ce document complète le référentiel GF01106 « Qualification et suivi des entreprises dans le domaine des projets d'infrastructure ferroviaires » et en précise l'application pour le domaine des prestations en ligne fermée pour travaux.

3.Déclinaison

La mise en application du présent document ne nécessite pas de déclinaison en documents régionaux ou locaux.

4.Textes cités

Les documents ci-après, cités dans le présent texte, sont indispensables à sa bonne application.

Les versions des textes cités sont celles applicables à la date d'approbation du présent textes :

IN07908 Livret technique - Conception et mise en oeuvre de l'exploitation de la ligne fermée pour travaux.

IN07909 Livret technique - Contrôle extérieur en matière de sécurité des chantiers en ligne fermée pour travaux

IN07910 Livret technique - Prestations fixes en ligne fermée pour travaux.

IN07913 Livret technique - Prestations mobiles en ligne fermée pour travaux.

5. Description et exigences spécifiques des qualifications

5.1. Segment 06100 - Prestations de conception et mise en œuvre de la ligne fermée

5.1.1. Description

Ce domaine de prestations de service concerne les moyens à mettre en œuvre pour :

- La conception et l'organisation de l'exploitation,
- La mise en œuvre de l'exploitation de la ligne fermée pour travaux.

Le document d'application IN07908 Livret technique - Conception et mise en œuvre de l'exploitation de la ligne fermée pour travaux, définit les prescriptions communes (CPC) pour ce domaine de qualifications.

5.1.2. Personnel chargé de la prestation

Les missions du prestataire sont réalisées par du personnel habilité aux fonctions, chaque agent de l'entreprise doit être en capacité permanente de présenter à tout contrôle la carte d'autorisation nominative.

Les fonctions ci-dessous doivent être mises en place par le prestataire :

- L'organisateur sécurité conception (OSC)
- L'organisateur sécurité réalisation (OSR)
- Le responsable de l'exploitation de la ligne fermée (RELF)
- Le responsable de zone de formation (RZF)

5.2. Segment 07100 - Contrôle extérieur en matière de sécurité des chantiers en ligne fermée pour travaux

5.2.1. Description

La prestation de contrôle extérieur a pour objectif de réaliser un contrôle systémique de la sécurité des chantiers en ligne fermée pour travaux. Le périmètre couvert concerne :

- La sécurité des circulations des mobiles travaux et du personnel affecté au chantier.
- La sécurité des tiers aux interfaces (protection du chantier, gestion des P.N. et T.V.P etc.)

Le document d'application IN07909 Livret technique - Contrôle extérieur en matière de sécurité des chantiers en ligne fermée pour travaux, définit les prescriptions communes (CPC) pour ce domaine de qualifications.

5.2.1. Personnel chargé de la prestation

Les missions du prestataire sont réalisées par du personnel

- autorisé à accéder aux emprises ferroviaires dans les conditions fixées par la COSE ;
- ayant une expérience d'au minimum cinq années cumulées en responsabilité directe de la conduite ou du suivi de travaux ferroviaires.

5.3. Segment 08100 - Prestations fixes en ligne fermée pour travaux

5.3.1. Description

Le périmètre de ces prestations concerne les missions de sécurité circonscrites à l'activité d'une zone travaux en secteur chantier d'une ligne fermée.

Le document d'application IN07909 Livret technique - Prestations fixes en ligne fermée pour travaux, définit les prescriptions communes (CPC) pour ce domaine de qualifications.

5.3.2. Personnel chargé de la prestation

Les missions du prestataire sont réalisées par du personnel habilité aux fonctions, chaque agent de l'entreprise doit être en capacité permanente de présenter à tout contrôle la carte d'autorisation nominative.

Les fonctions ci-dessous doivent être mises en place par le prestataire :

- Le responsable de zone travaux (RZT) *assure la gestion de la ligne sur son périmètre*
- L'agent PN *assure la gestion du risque interférent, Routier / Chantier*
- L'agent chargé du guidage des engins-chantier (LAM) *assure le guidage des engins-chantier*
- L'agent chargé du guidage des engins-routier *assure le guidage des engins-routier*

L'entreprise souhaitant une qualification dans ce segment, doit être en mesure de répondre pour l'ensemble des quatre fonctions.

5.4. Segment 09100 - Prestations mobiles en ligne fermée pour travaux

5.4.1. Description

Le périmètre de ces prestations couvertes par ce segment sont regroupées dans la fonction Agent Train de Travaux tel que défini dans la consigne d'organisation de la sécurité (COSE) :

- o Formation des Trains Travaux (TTx)
- o Vérification de l'Aptitude au Déplacement des TTx
- o Guidage du déplacement des TTx

Sont exclues de cette prestation les missions de conduite et de maintenance des trains de travaux.

Le document d'application IN07913 Livret technique - Prestations mobile en ligne fermée pour travaux, définit les prescriptions communes (CPC) pour ce domaine de qualifications.

5.4.1. Personnel chargé de la prestation

Les missions du prestataire sont réalisées par du personnel habilité aux fonctions, chaque agent de l'entreprise doit être en capacité permanente de présenter à tout contrôle la carte d'autorisation nominative.

6. Exigences communes aux segments 06100, 08100 et 09100

Ces prescriptions communes s'appliquent aux segments repris au chapitre 5 du présent document.

6.1. Pièces constitutives du dossier

6.1.1. Définition de la politique de sécurité et des objectifs de sécurité.

Le Manuel de Gestion de la Sécurité (MGS) de l'entreprise, doit reprendre les engagements de l'employeur dans le domaine de la sécurité, ainsi que les moyens mis en œuvre pour tenir les dits engagements.

6.1.2. Processus de maîtrise des risques.

Le MGS de l'entreprise, doit décrire son processus de maîtrise des risques, comprenant un Document Unique d'Evaluation des Risques (DUER).

Le DUER étant un document opérationnel à destination des opérateurs, pour leur permettre de se prémunir des risques liés à leur activité, le MGS doit décrire le processus de déclinaison et de mise à disposition de celui-ci.

6.1.3. Organisation de l'entreprise.

Le MGS de l'entreprise, doit permettre l'identification des interlocuteurs du donneur d'ordres, l'identification des fonctions liées à la prestation, la prise en compte des interfaces avec les différents acteurs, le dimensionnement du personnel encadrant, ainsi que les fiches de postes en lien avec le segment et l'ensemble des délégations faites par l'employeur.

6.1.4. Gestion documentaire

Le MGS de l'entreprise, doit intégrer un processus de gestion documentaire comprenant l'élaboration, la validation/approbation, la diffusion des documents de sécurité et la revue documentaire. Le MGS doit comporter un paragraphe identifiant l'ensemble des textes du référentiel en rapport avec le segment.

6.1.5. Formation et compétences

Le MGS de l'entreprise, doit intégrer un processus de formation, de suivi du maintien des compétences du personnel exerçant des prestations liées à la sécurité ferroviaire des travaux en ligne fermée.

Le candidat doit joindre à sa candidature, pour les agents concernés, les attestations de formation et/ou de compétence (aussi appelé « test de positionnement ») dans un centre agréé, en lien avec le segment demandé, au nom de l'entreprise et d'une antériorité maximum de 2 ans.

Des documents factuels tels que le cahier des charges de formation, la réponse pédagogique et les Modes Opératoires (ModOp), en rapport avec le(s) segment(s) demandé(s) doivent également être présents au dossier.

Le candidat, doit par ailleurs joindre au dossier, un plan de formation en rapport avec le segment demandé.

6.1.6. Habilitations et autorisations

Le MGS de l'entreprise, doit intégrer un processus d'habilitation du personnel intégrant la mise en œuvre de l'adaptation au poste de travail, l'Evaluation de Connaissances Professionnelles ECP ainsi que les modalités de retrait et suspension d'habilitation. Des éléments factuels tels que ;

- un extrait du registre des habilitations en lien avec le(s) segment(s) demandé(s)
- pour les agents identifiés dans le registre, leurs attestations de formation ou de compétences,

- leurs attestations d'évaluation interne
 - leurs cartes d'habilitation mentionnant les fonctions concernées,
- Doivent notamment être présents au dossier.

6.1.7. Veille sécurité

Le MGS de l'entreprise, doit intégrer la description précise de son processus de veille de ses agents

Il s'agira notamment de bien décrire la veille de niveau 1 et la veille de niveau 2

La veille de niveau 1 correspondant au contrôle interne de chaque entreprise. Cette veille vise à vérifier :

- la bonne exécution des missions de sécurité,
- le maintien des compétences du personnel affecté à ces missions,

La veille de niveau 2 vise à vérifier :

- l'efficacité et l'objectivité de la veille de niveau 1 sur l'ensemble des intervenants du chantier,
- la bonne application des processus sécurité du chantier.

La veille de niveau 2 doit être réalisée par une entité indépendante de l'entité sur laquelle elle s'exerce (il peut s'agir d'une entité identifiée au sein d'une entreprise ou d'un groupement, voire d'une entreprise différente)

Des éléments factuels tels que ;

- un ou exemple de suivi individuel,
- une grille SAMI KN1 type, en rapport avec le segment demandé,
- Un extrait du plan de veille en rapport avec le segment demandé,

Doivent notamment être présents au dossier.

6.1.8. Retour d'Expérience (REX) et amélioration continue

Le MGS de l'entreprise, doit intégrer un processus de REX, dont l'objectif est de contribuer à la connaissance et à l'identification des points de faiblesse affectant l'entreprise et de faciliter la prise de décisions éventuelles pour des améliorations du système global.

6.1.9. Reporting

Le MGS de l'entreprise, doit intégrer un processus de Reporting sécurité, dont les indicateurs sont à définir avec le donneur d'ordres.

Le candidat doit joindre à sa candidature son reporting sécurité en cours.

6.1.10. Audits

Le MGS de l'entreprise doit intégrer le principe ainsi que les conditions de contribution aux audits et inspections du donneur d'ordres ou aux audits et /inspections que voudrait mener l'EPSF.

6.1.11. Plan d'Action Sécurité (PAS)

Le MGS de l'entreprise, doit faire référence à un Plan d'Action Sécurité (PAS) annuel dans lequel sont déclinés les actions et objectifs sécurité à atteindre.

Le candidat doit joindre à sa candidature son PAS en cours.

L'entreprise doit démontrer sa capacité à réviser son MGS conformément au processus de maîtrise des risques de l'entreprise.

6.1.12. Gestion des outillages et agrès

Le MGS de l'entreprise, doit intégrer un processus d'agrément, de maintenance et de contrôle des outillages et agrès (dès achat-réception) selon les principes définis par SNCF Réseau.

L'entreprise doit utiliser des types d'outillages et d'agrès qui sont homologués par SNCF Réseau et veille à leur bon état de fonctionnement.

Le candidat doit joindre à sa candidature, un extrait de son registre outillage, en lien avec le segment demandé, justifiant par exemple du matériel suivant :

- Pour assurer la mise en sécurité des PN et des zones de formation (pétards, lanternes, SAM, agrafes cadénassées, boulon de calage, ...)
- Pour assurer la signalisation de la ligne fermée (pancartes, repérage des dispositifs de protection en extrémité de ligne, etc...)
- les fournitures et outils informatiques assurant le bon fonctionnement du poste de travail RELF (dispositif d'affichage de la ligne fermée, supports de traçabilité, etc.).
- etc...

6.1.13. Sous traitance

Le MGS de l'entreprise, doit intégrer un processus de suivi et de contrôle de la prestation d'éventuels sous-traitants.

6.1.14. Qualité / Environnement

L'entreprise doit posséder :

- La certification ISO 9001 dans le domaine concerné (Niveau qualité N3), ou le candidat dispose d'un Manuel d'Assurance Qualité (M.A.Q) et de dispositions pour établir des Plans d'Assurance Qualité (P.A.Q) à chaque opération sur laquelle il intervient (Niveau qualité N2)
- La certification ISO 14001, ou Manuel de Gestion Environnementale et procédures diffusables.
- La certification OHSAS 18001, ISO 45001 ou équivalent.

6.2. Complétude du dossier de qualification

6.2.1. Complétude administrative

Le dossier est déposé par l'entreprise prestataire, sur la plateforme e@si. Lorsque l'ensemble des éléments est jugé complet par la Direction Déléguée Qualité Sécurité Fournisseurs (DDQSF) pour la part administrative et financière, le dossier est transmis au Pôle Externalisation et Partenariats de la Direction Générale Industrielle et Ingénierie, Direction Qualité Sécurité (DGII DQS PEP) par un système de « workflow ».

6.2.2. Complétude technique

Les Gestionnaires Techniques de la DGII DQS PEP procèdent à l'instruction de la partie sécurité/technique du dossier. La complétude technique n'est déclarée effective que lorsque les exigences faisant l'objet du chapitre 6 sont satisfaites.

6.3. Complétude technique : Instruction du dossier

Les principes de l'instruction sont repris dans le logigramme de l'annexe n° 2 du présent texte.

6.3.1. Définition du délai d'instruction

Le dossier est traité dans un délai de quatre mois à partir du moment où le il est complet (complétude administrative et technique).

Tout report de traitement s'effectuera dans un délai ne pouvant excéder deux mois supplémentaires au délai initial. DGII DQS PEP justifiera ce report le cas échéant.

6.3.2. Ordre de traitement des dossiers

Les dossiers sont traités dans l'ordre chronologique de réception et d'enregistrement par la DDQSF. Tout dossier ayant fait l'objet d'une demande de complément technique par la

DGII DQS PEP perd son rang de traitement au profit du dossier suivant. Le dossier passe en fin de liste.

6.3.3. Périmètre d'instruction

6.3.3.1. Instruction pour une qualification initiale

Lorsqu'une entreprise dépose un 1er dossier de qualification sur un segment de prestation pour une mission de sécurité, celui-ci fait l'objet d'une instruction sur l'ensemble des pièces constitutives du dossier.

6.3.3.2. Instruction complémentaire

Lorsqu'une entreprise est déjà qualifiée sur un segment de prestation pour une mission de sécurité, son MGS ayant déjà fait l'objet d'un examen détaillé, l'instruction ne porte plus que sur les compléments propres à la mission.

6.3.4. Demande de Compléments

Tout dossier incomplet vis-à-vis des spécifications du chapitre 6, fait l'objet d'une demande de complément formulée par la DGII DQS PEP.

Le délai de réponse de l'entreprise concernée est d'un mois calendaire.

Un avis technique défavorable sera rendu si :

- Aucune réponse n'a été apportée par l'entreprise,
- La réponse est transmise au-delà du délai de 1 mois calendaire,
- La réponse transmise, ne correspond pas à la demande.

Il est important de noter qu'une unique demande de complément est adressée à l'entreprise pour un même dossier de qualification.

6.3.5. Visite siège

Dans le cadre de l'instruction des dossiers de qualification, la DGII DQS PEP effectue une visite systématique du siège de l'entreprise. Cette visite n'est programmée, que lorsque le dossier est complet et instruit dans sa globalité. Cette visite a pour objectif de vérifier les conditions effectives de mises en œuvre de certains processus, et notamment l'organisation des structures, les dossiers agent et les conditions de gestion de l'outillage. Cette visite n'est en principe réalisée qu'une fois, lors de l'instruction initiale du 1er dossier de qualification sur un segment de prestation pour une mission de sécurité.

6.3.6. Points d'arrêt – Points d'attention

A l'issue de l'instruction d'un dossier et de la visite siège, il peut subsister un ou plusieurs points en écart avec les exigences des principes de la qualification. Les écarts sont répartis selon deux catégories :

Point d'arrêt : Un avis technique favorable pour une qualification « à l'essai » ne peut être délivré qu'à la levée du(es) point(s) d'arrêt,

Point d'attention : La mention « à l'essai » ne peut être levée que lorsque les points d'attention ont été amortis.

6.4. Habilitation / Autorisations

L'entreprise qui intervient en autonomie doit avoir des opérateurs habilités ou autorisés, conformément au processus décrit dans son MGS, lui-même en conformes aux exigences de l'arrêté du 07 mai 2015 et de l'arrêté du 06 août 2010.

6.5. Avis technique

L'avis est rendu par le gestionnaire technique suite à l'analyse des différents éléments cités ci-avant. **La délivrance d'un avis favorable par le gestionnaire technique ne signifie pas que l'entreprise est qualifiée**, la qualification est décidée par la DDQSF.

6.6. Suivi des entreprises durant la période de qualification

Le suivi des entreprises est assuré dans les conditions du texte du référentiel national GF01106, tant pour ce qui est des audits que des intentions de sanction ou sanctions.

6.7. Levée de la mention « A l'essai »

La mention « à l'essai » est levée en fonction du résultat du suivi particulier d'une première prestation réalisée par l'entreprise. C'est le résultat de cette évaluation qui permet, ou non la levée de la mention à l'essai. Si la cotation globale de l'audit est Satisfaisante (S) ou Acceptable (A), le gestionnaire technique remet un avis favorable à la levée de la mention.

6.8. Relèvement du seuil financier

La demande de relèvement de seuil financier par l'entreprise n'est envisageable que si la mention à l'essai de la qualification concernée est levée.

7. Exigences particulières au segment 07100

7.1. Management de la sécurité

L'entreprise chargée du contrôle extérieur établit et maintient une documentation métier décrivant :

- la méthodologie de réalisation des contrôles (procédures, documents types, organisation de la supervision des contrôles notamment dans le but de s'assurer de l'homogénéité de la cotation des écarts et de la gestion des actions correctives associées...) ;
- un guide d'évaluation/cotation des écarts constatés sur les chantiers en lien avec les critères établis par le donneur d'ordres

7.2. Compétences

L'entreprise doit apporter la preuve que les opérateurs de contrôle ont une expérience d'au minimum cinq années cumulées en responsabilité directe de la conduite ou du suivi de travaux ferroviaires

Le candidat s'engage à solliciter une validation formelle, par le gestionnaire technique, de tout nouvel opérateur de contrôle qu'il souhaiterait affecter à cette tâche.

7.3. Prélèvements

L'entreprise doit fournir l'ensemble des grilles de prélèvements pour analyse.

8. Suivi annuel des entreprises qualifiées

8.1. Organigramme

L'entreprise doit fournir annuellement un organigramme à jour de son encadrement.

8.2. Activité de l'entreprise qualifiée

L'entreprise doit fournir annuellement un bilan chiffré de son activité et le justifier par des éléments factuels.

Le tableau servant de support au bilan annuel, fait l'objet de l'annexe 3.

9. Renouvellement de la qualification – Ligne fermée pour travaux

La demande de renouvellement est effectuée par l'entreprise qualifiée avant l'expiration du délai de quatre ans pour lequel la qualification est prononcée. Un dossier complet doit être déposé via le portail E@si, à cette occasion.

10. Seuils financiers

Les seuils financiers des qualifications du domaine des prestations sécurité logistique sont les suivants :

- Domaine 06 GESTION DE L'EXPLOITATION D'UNE PORTION DU RFN EN VUE DE REALISER DES TRAVAUX.
 - o 80 000 – 150 000 - 300 000 – 750 000 – 1 500 000 – 4 000 000 - SL
- Domaine 07 CONTROLE EXTERIEUR EN MATIERE DE SECURITE
 - o 20 000 - 80 000 – 150 000 – SL
- Domaine 08 PRESTATIONS FIXES
 - o 20 000 - 80 000 – 150 000 – 300 000 – 750 000 – 1 500 000 – SL
- Domaine 09 PRESTATIONS MOBILES
 - o 80 000 – 150 000 - 300 000 – 750 000 – 1 500 000 – 4 000 000 - SL

Ces seuils sont exprimés en EUROS hors TVA, ils sont définis pour l'ensemble du domaine et sont valables pour toutes les qualifications correspondantes.

Sur le portail achats SNCF e@si, le seuil SL (Sans Limite) est indiqué par la valeur de seuil de 1 000 000 000€ portée dans le champ correspondant.

11. Coordonnées du service technique

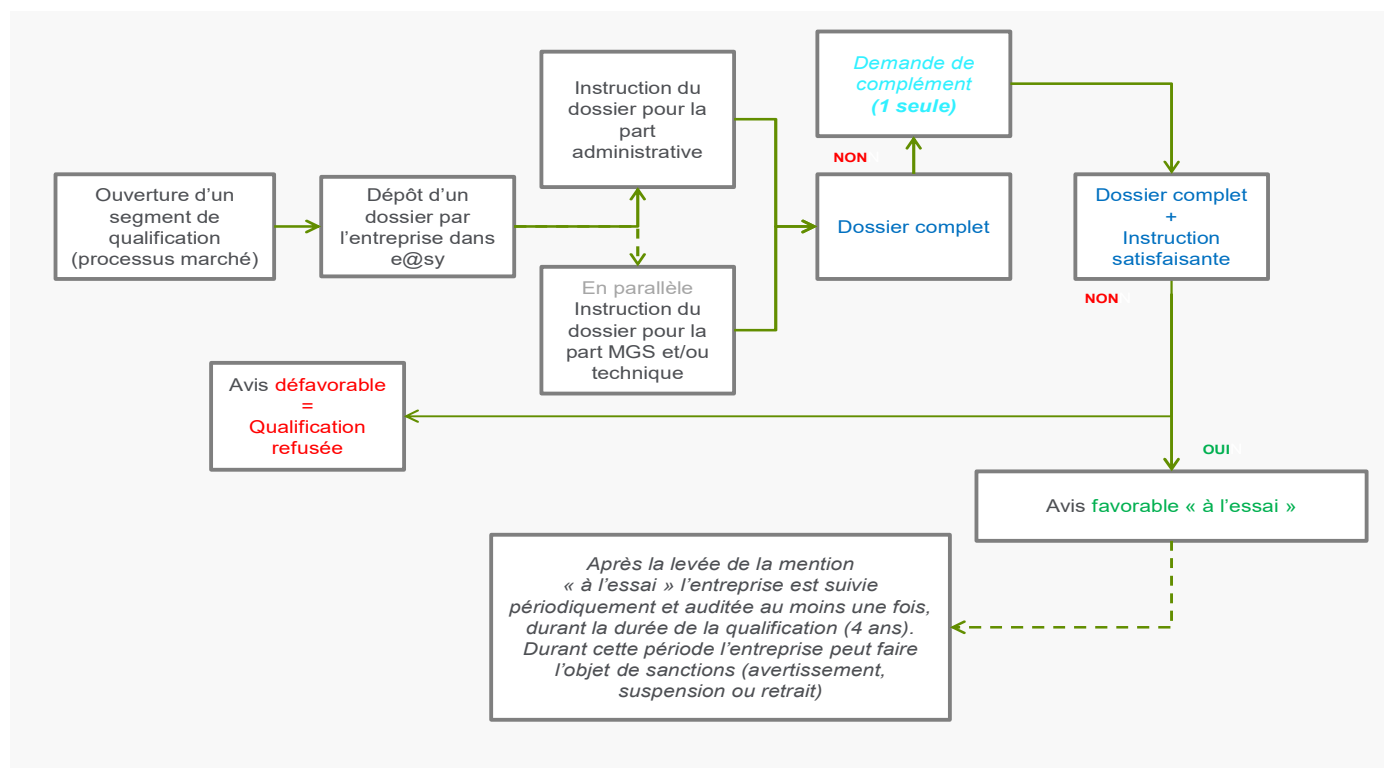
Le gestionnaire technique du système de qualification est repris dans le texte GF01106 pour chacun des segments concernés.

COPIE non tenue à jour du 11/04/2022

Annexe 1 Nomenclature des qualifications et des catégories e@si, qualifications induites

Nomenclature	Qualification	Catégorie e@si
DOMAINE 06	GESTION DE L'EXPLOITATION D'UNE PORTION DU RFN EN VUE DE REALISER DES TRAVAUX	
06100	Prestations de conception et mise en œuvre de la ligne fermée	2903
DOMAINE 07	CONTROLE EXTERIEUR EN MATIERE DE SECURITE	
07100	Contrôle extérieur en matière de sécurité des chantiers en ligne fermée pour travaux	2904
DOMAINE 08	PRESTATIONS FIXES	
08100	Prestations fixes en ligne fermée pour travaux	2905
DOMAINE 09	PRESTATIONS MOBILES	
09100	Prestations mobiles en ligne fermée pour travaux	2916

Annexe 2 Principes d'instruction



Annexe 3 Rapport annuel d'activité

ELEMENTS DEMANDES	06100	07100	08100	09100
Nombre d'opérateurs habilités				
Nombre de référents technique				
Nombres de commandes réalisées / En cours				
Nombre de jours d'activité				
Nombre de contrôles réalisés				
Pourcentage de contrôles M + I				
Nombre de REX sur incidents réalisés				
Nombre d'heures de formation dans un organisme agréé				

Public

IG00369

Société nationale SNCF SA - SNCF Réseau SA - SNCF Voyageurs SA - SNCF Gares & Connexions SA - Fret SNCF SAS

Page 17

Diffusable SNCF RESEAU

[Retour Sommaire](#)

COPIE non tenue à jour du 11/04/2022

Fiche d'identification

Identification du texte

<i>Titre</i>	Exigences spécifiques au processus de qualification dans le domaine de prestations en ligne fermée pour travaux
<i>Référentiel</i>	Référentiel Gestion Finances
<i>Nature du texte</i> <i>Niveau de confidentialité</i>	Organisation et méthode Public Société nationale SNCF SA - SNCF Réseau SA - SNCF Voyageurs SA - SNCF Gares & Connexions SA - Fret SNCF SAS
<i>Sécurité</i>	Non
<i>Émetteur</i>	DGII - Direction Qualité Sécurité Pôle Externalisation et Partenariat
<i>Référence</i> <i>Index utilisateur (plan de classement)</i> <i>Complément à l'index utilisateur</i> <i>Ancienne référence</i>	IG00369 (AG 4 B 1)
<i>Date d'édition</i>	18-02-2022
<i>Version en cours / date</i>	Version 01 du 18-02-2022
<i>Date d'application</i>	Applicable dès réception
<i>Mode de distribution initiale</i>	Standard

Approbation

<i>Rédacteur·rice·s</i>		<i>Vérificateur·rice·s</i>	
Christophe POTTIER DGII DQS PEP	17/02/2022	Roger SALAS DGII DQS PEP	17/02/2022
<i>Approbateur·rice·s</i>		<i>Administrateur·rice·s</i>	
Laurent BOUTIN DGII DQS	18/02/2022	Julie JOLLY VAILLER	21/02/2022

Textes abrogés

- **Néant**

Public

IG00369

Société nationale SNCF SA - SNCF Réseau SA - SNCF Voyageurs SA - SNCF Gares & Connexions SA - Fret SNCF SAS

Textes de référence

- **Titre du texte de prescription**, *Qualification et suivi des entreprises dans le domaine des projets d'infrastructures ferroviaires, GF01106.*

Historique des éditions et des versions

<i>Edition</i>	<i>Version</i>	<i>Date de version</i>	<i>Date d'application</i>
18/02/2022	Version 1	18/02/2022	Dès réception

Mise à disposition / distribution

Type de média : Intranet

Distribution

<i>Organismes de la direction de l'entreprise sans distribution par indicatif</i>	
<i>Indicatifs de distribution de SNCF</i>	AJR, AST, CAI, CCF, R28, R62
<i>Indicatifs de distribution de SNCF RESEAU</i>	AP, APMOA, CIDF, COSECV, DFAR, DMREXTI, DSSRR, ESCI, ESTI, ESTIQSE, ESTITX1, MTCSV, MTFORM, MTPROD, MTQSE, MTSES, MTT, SE, SV, SV10, SV106, SV30, SV99, SVITX, SVQS, SVU
<i>Indicatifs de distribution de SNCF VOYAGEURS</i>	AGTT, GF, GF2, GF3
<i>Indicatifs de distribution de SNCF GARES & CONNEXIONS</i>	
<i>Indicatifs de distribution de SNCF FRET</i>	
<i>Collections communes à l'ensemble des 5 sociétés</i>	

Restrictions et particularités de distribution

<i>Entités concernées par cette version du texte</i>	
<i>Particularités de distribution</i>	

Services chargés de la distribution

- Pas de distribution papier

Résumé

Ce document complète le référentiel GF01106 « Qualification et suivi des entreprises dans le domaine des projets d'infrastructure ferroviaires » et en précise l'application pour le domaine des prestations en ligne fermée pour travaux.

Fiche d'amélioration IG00369

Afin d'enrichir ce document, les remarques et observations communiquées sont mémorisées pour une prise en compte lors de la prochaine version du document.

COORDONNÉES DU REDACTEUR DE LA FICHE

Nom : Prénom : Date :

Poste occupé : Entité :

Adresse :

.....

.....

Tel : Email :

OBSERVATIONS

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

SUITES DONNÉES PAR DAG-DDQSF du texte ET RÉPONSE AU REDACTEUR DE LA FICHE (Après avis du supérieur hiérarchique)

.....

.....

.....

.....

SERVICE GESTIONNAIRE

Information à compléter par l'organisme émetteur du texte.

Adresse mail du service gestionnaire : christophe.pottier@reseau.sncf.fr